

# Table des matières

<b>Sommaire</b> .....	5
-----------------------	---

<b>La genèse et les lignes directrices de la réforme</b> .....	7
--	---

**Ivan Verougstraete**

<b>Section 1.</b> La genèse de la réforme .....	8
§ 1. L'abandon de la commercialité .....	8
§ 2. Le livre XX, jalon ou aboutissement d'une réforme .....	10
<b>Section 2.</b> Les lignes directrices de la réforme .....	13
§ 1. Un champ d'application élargi .....	13
§ 2. Une procédure unifiée.....	22
§ 3. Une modification de fond des chambres des entreprises en difficulté .....	23
§ 4. La seconde chance.....	23
§ 5. Une procédure simplifiée .....	25
§ 6. L'intégration du droit de l'Union européenne .....	25
§ 7. Compétence territoriale interne.....	26
§ 8. Le passage à l'électronique intégrale .....	27
a) Le registre de l'insolvabilité .....	27
b) Le registre européen.....	40
c) Quelques éléments de procédure électronique .....	43
i) Forme d'introduction des créances .....	43
ii) Notifications et communications .....	44
iii) Assimilation de l'écrit.....	46
iv) Significations.....	46

<b>L'application du livre XX du Code de droit économique aux associations</b> .....	47
---	----

**PHILIPPE t'Kint**

<b>Section 1.</b> Introduction.....	48
§ 1. L'ancien régime et la révolution.....	48
§ 2. Le soutien à l'activité économique .....	49

<b>Section 2. Rappels .....</b>	<b>50</b>
§ 1. L'activité – l'entreprise.....	50
§ 2. L'activité – l'entreprise économique .....	50
§ 3. La distinction en droit des obligations entre la société et l'association .....	52
§ 4. Les associations à titre gratuit ou à titre onéreux .....	53
<b>Section 3. Champ d'application du livre XX .....</b>	<b>54</b>
§ 1. L'article XX.1, § 1 <sup>er</sup> , du CDE.....	54
§ 2. Personne physique exerçant des activités professionnelles .....	55
§ 3. Les personnes morales de droit privé .....	56
§ 4. Les sociétés et associations sans personnalité juridique.....	58
<b>Section 4. Les particularités du Livre XX, réservées au secteur non marchand .....</b>	<b>63</b>
§ 1. Praticien de l'insolvabilité .....	63
§ 2. Aveu de faillite .....	63
§ 3. La responsabilité pour faute grave et caractérisée qui contribue à la faillite.....	64
§ 4. La responsabilité pour les sommes dues à l'ONSS.....	65
§ 5. La responsabilité pour poursuite inconsidérée des activités .....	65
<b>Section 5. Modifications à la loi de 1921.....</b>	<b>67</b>

## **Lecture conjointe des réformes relatives aux sûretés réelles mobilières et aux procédures collectives d'insolvabilité .....**

**Michèle grégoire**

<b>Section 1. Introduction .....</b>	<b>70</b>
<b>Section 2. Le droit matériel – Les sûretés réelles mobilières face à la réorganisation judiciaire de l'entreprise du constituant.....</b>	<b>70</b>
§ 1. Lors du dépôt de la requête .....	70
§ 2. Après la décision de réorganisation.....	72
§ 3. Dans le cadre d'un accord amiable .....	73
§ 4. Dans le cadre d'un accord collectif.....	75
§ 5. Dans le cadre d'un transfert d'entreprise sous autorité de justice .....	76
§ 6. Dans le cadre d'une liquidation ou d'une faillite subséquente à une organisation judiciaire.....	77
§ 7. Dans le cadre d'une faillite .....	77
<b>Section 3. Droit judiciaire .....</b>	<b>78</b>

Section 4. Droit international privé .....	79
Section 5. Droit transitoire.....	80

## **Dépistage, mesures provisoires et réorganisation judiciaire (nouvelles dispositions) .....**

**Cédric Alter**

**Zoé PletInckx**

Section 1. Introduction.....	82
Section 2. Dépistage.....	82
§ 1. La collecte des données et les clignotants (art. XX.21 à XX.24) .....	83
§ 2. Les chambres des entreprises en difficulté .....	86
Section 3. Mesures provisoires .....	88
§ 1. Mandataire de justice art. 30 (manquements graves et caractérisés).....	88
§ 2. Administrateur provisoire art. 31 (fautes graves et caractérisées).....	89
§ 3. Administrateur provisoire art. 32 (ex art. 8 LF).....	90
Section 4. Médiateur d'entreprise et accord amiable .....	91
§ 1. Médiateur d'entreprise.....	91
§ 2. Accord amiable .....	92
Section 5. Réorganisations judiciaires.....	93
§ 1. La nouvelle définition de la notion de créancier sursitaire extraordinaire .....	93
§ 2. Les conditions d'ouverture de la procédure.....	100
§ 3. Effet du dépôt de la requête sur les saisies en cours .....	104
a) Vente forcée de meubles.....	105
b) Vente forcée d'immeubles.....	106
c) Vente forcée de biens à l'encontre de plusieurs débiteurs dont l'un au moins a déposé une requête en PRJ .....	107
§ 4. Nouveau <i>stand-still</i> de 6 mois .....	108
§ 5. Le jugement ouvrant la procédure et les voies de recours .....	108
§ 6. Obligation d'information des créanciers .....	109
§ 7. Procédure de contestation des créances .....	110
§ 8. Effets de la décision.....	111
a) Possibilité d'inscrire une sureté légale et conventionnelle ...	111
b) Procédure de saisie en cours.....	117

c)	Créances spécifiquement gagées .....	118
d)	Conjoints, cohabitants légaux, co-obligés et cautions .....	122
i)	Conjoints, ex-conjoints, cohabitants légaux et ex-cohabitants légaux .....	122
ii)	Codébiteurs et constituants de sûretés personnelles ..	124
e)	La problématique des dettes de masse .....	126
§ 9.	Les différents objectifs de la réorganisation judiciaire .....	133
a)	Réorganisation par accord amiable .....	133
b)	Réorganisation par accord collectif .....	136
i)	Contestation créance .....	136
ii)	Limites quant à l'élaboration du plan (ex. 49/1, art. 73) .....	138
iii)	Dépôt, vote et homologation du plan .....	140
iv)	Appel du jugement statuant sur l'homologation .....	141
v)	Contrôle de l'exécution du plan .....	146
c)	Réorganisation par transfert .....	146
i)	L'autocession .....	146
ii)	Reprise de contrats en cours et/ou de passif .....	147
iii)	Nouvelles modalités de vente .....	151
iv)	Honoraires des mandataires et curateurs .....	152
v)	Effacement .....	152

## **La réforme de la faillite .....**

**Florence George**

Introduction .....	154
--------------------	-----

### **Section 1. Les modifications substantielles de la loi sur les faillites ....**

§ 1.	Migration de la loi sur les faillites dans le Code de droit économique .....	156
§ 2.	Extension du champ d'application de la loi sur les faillites .....	157
§ 3.	Mise en place d'une procédure électronique .....	162
§ 4.	Renforcement du <i>fresh start</i> .....	167
a)	L'excusabilité du failli se mue en un système d'effacement de dettes .....	167
i)	Le projet initial .....	167
ii)	Les réticences exprimées en commission .....	170
iii)	Le texte définitif .....	172
b)	Limitation du dessaisissement du failli .....	177

i) Le dessaisissement sous l'empire de la loi du 8 août 1997 .....	177
ii) La réforme de l'insolvabilité .....	181
§ 5. Le régime des codébiteurs, sûretés personnelles et cautions .....	187
§ 6. La responsabilité des administrateurs .....	190
a) Le régime actuel.....	191
b) La réforme du droit de l'insolvabilité.....	196
§ 7. L'adaptation aux normes européennes.....	199
<b>Section 2.</b> Les modifications éparses opérées par le législateur.....	204
§ 1. Les consécutions légales des solutions dégagées par la Cour de cassation .....	204
a) L'article 46 de la loi sur les faillites et le droit de résiliation du curateur .....	204
b) L'article 46 et le statut de dette de masse .....	209
c) L'article 46 de la loi sur les faillites et la présomption qu'il renferme .....	210
d) La suspension des poursuites et la réalisation des biens du failli.....	211
§ 2. Les écarts du législateur par rapport à la jurisprudence de la Cour de cassation .....	219
a) L'article 46 et les contrats constitutifs de droits réels.....	219
b) L'article 37 de la loi sur les faillites.....	220
c) Les associés d'une entreprise sans personnalité juridique .....	225
§ 3. Aperçu des autres modifications ciblées .....	226
<b>Section 3.</b> Les oubliés et les disparus .....	231
§ 1. Les disparus .....	231
§ 2. Les oubliés .....	233
Conclusions .....	239
<b>Table des matières .....</b>	<b>241</b>